

Solidarité avec le peuple Kanak !

Category: Communiqués

écrit par jmfouquer | 5 août 2022

Macron et son gouvernement d'alors, dans lequel Sébastien Lecornu était ministre des Outre-Mer, avaient maintenu au 12 décembre 2021 la troisième consultation référendaire sur le devenir de la Nouvelle-Calédonie. Cela contre l'exigence légitime des partis indépendantistes d'un report pour respecter la période de deuil des communautés océaniques suite à la Covid.

C'était assurer une victoire facile au NON à l'indépendance dans de telles conditions, dès lors que l'appel à la non-participation lancé par le FLNKS était prévisible.

De ce coup de force, rien ne pouvait résulter d'autre que le gâchis des acquis de la longue période ouverte par l'Accord de Nouméa. En revanche, il répondait à une volonté de s'opposer à tout prix à une perspective d'indépendance de la Nouvelle-Calédonie/Kanaky. Et manifestait une régression majeure, avec le retour à l'arrogance colonialiste et au mépris des droits des populations océaniques.

Malgré les revers électoraux que le camp macroniste vient de subir, cette logique est pleinement confirmée par la composition du gouvernement d'Élisabeth Borne : Sébastien Lecornu est promu ministre des Armées, les Outre-mer sont mises sous la tutelle du ministre de l'Intérieur (sic), et n'ont droit qu'à un ministre délégué placé sous l'autorité de ce dernier. Sonia Backès, cheffe de la droite calédonienne, présidente de l'Assemblée de la Province sud de Nouvelle-Calédonie, se retrouve secrétaire d'État chargée de la citoyenneté. Elle affiche son intention de rester présidente de la Province sud, et bien que membre du gouvernement (ou à

ce titre ?), de participer aux futures négociations sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie. Sonia Backès juge et parti ! Autant dire que l'État français renoncerait à l'exigence d'impartialité que lui donne l'Accord de Nouméa et se placerait dans l'ombre de la droite calédonienne anti-indépendantiste.

Autant de décisions de fort mauvais augure pour le peuple Kanak confronté à un pouvoir central qui se montre déterminé à empêcher toute perspective d'indépendance.

De ce fait, des confrontations se dessinent. Le peuple Kanak et l'ensemble du mouvement indépendantiste doivent pouvoir compter sur la solidarité des forces de gauche dans le combat pour la décolonisation et l'accession du pays à la pleine souveraineté.

Le 4 août 2022

Commission internationale d'ENSEMBLE !